



Investir dans les populations rurales

## Conseil d'administration

Cent trente-septième session  
Rome, 13-15 décembre 2022

---

# Rapport de situation sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome

## Additif

### Réponse de la direction aux observations formulées par les États membres

---

Cote du document: EB 2022/137/R.27/Add.1

Point de l'ordre du jour: 15 a)

Date: 6 janvier 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: INFORMATION**

---

---

#### Questions techniques:

##### **Ronald Thomas Hartman**

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats  
et de la mobilisation des ressources à l'échelle  
mondiale

courriel: r.hartman@ifad.org

##### **Mikael Kauttu**

Responsable principal des partenariats

Division de l'engagement, des partenariats  
et de la mobilisation des ressources à l'échelle  
mondiale

courriel: m.kauttu@ifad.org

---

<b>Observations de la Norvège</b>	<b>Réponse de la direction</b>
<p>La Norvège salue le rapport, qui constitue une bonne base pour renforcer la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome (OSR). Nous attendons avec impatience le nouveau protocole d'accord prévu pour la fin de l'année.</p>	<p>Le FIDA tient à remercier la Norvège pour ses observations et son engagement à promouvoir la collaboration entre les OSR. La version actualisée du mémorandum d'accord, qui doit être établie d'ici à la fin de 2022, mettra en évidence plusieurs domaines prioritaires des OSR, afin d'orienter l'action collective là où elle est utile, concrète, réalisable et porteuse de résultats à l'échelle des régions et des pays.</p>
<p>La collaboration entre les OSR doit se fonder sur le mandat et le rôle de chaque organisme aux fins de la sécurité alimentaire mondiale. Nous ne demandons pas d'établir à Rome une coordination sur des questions qui n'apportent aucune valeur ajoutée aux personnes auprès desquelles les OSR sont censés œuvrer.</p> <p>Nous pensons que les travaux entrepris dans le cadre de la réforme et du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement sont la clé d'une coopération efficace, car ils correspondent aux objectifs visés à l'échelle des pays. Tel est également le message clair qui ressort de l'évaluation, et nous nous félicitons de la nomination de référents pour la réforme de l'Organisation des Nations Unies (ONU).</p>	<p>L'évaluation relative aux OSR a insisté sur l'importance de respecter le mandat et l'avantage comparatif de chaque organisme pour assurer une coopération efficace. Le travail actuellement entrepris pour donner suite aux recommandations, comme le montre la réponse coordonnée, permet aux OSR de progresser vers une coopération efficace.</p> <p>La réforme de l'ONU offre une précieuse occasion de renforcer la collaboration entre les OSR en vue d'améliorer les résultats sur le terrain. Dans cette optique, le FIDA a désigné des référents au niveau des pays et des régions afin de disposer d'un mécanisme de coordination adapté pour l'ensemble des activités de collaboration. En outre, l'ancrage de la collaboration dans les pays et les régions facilitera l'inventaire des initiatives réussies, les travaux de synthèse et la diffusion des enseignements tirés et des meilleures pratiques, ce qui devrait nourrir le débat sur la réforme de l'ONU.</p>

<b>Observations de la Norvège</b>	<b>Réponse de la direction</b>
<p>La participation à la réforme de l'ONU par l'intermédiaire des coordonnateurs résidents passera nécessairement par une collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies et d'autres acteurs œuvrant en faveur de la sécurité alimentaire, du développement et de la satisfaction des besoins humanitaires (comme les institutions financières internationales). C'est pourquoi, lorsque nous évaluerons la collaboration entre les OSR, nous examinerons avant tout les résultats obtenus au niveau des pays. Nous savons que la collaboration fonctionne bien dans de nombreux pays, mais il semble que, dans certains cas, les représentants des OSR ne se soient même pas rencontrés. Les OSR doivent se pencher sur cette question.</p> <p>Nous sommes heureux que les OSR aient conscience de la concurrence entre organisations régnant autour des ressources, et du chevauchement des activités dans certains contextes. Nous espérons que les organismes trouveront les moyens appropriés pour aborder ces questions.</p>	<p>La coopération et le partage d'informations avec d'autres organismes font partie du mode opératoire du FIDA dans toutes les activités qu'il mène dans les pays (de la conception à la supervision des projets). Le FIDA reconnaît que, quel que soit le niveau (central, régional ou national), il a tout à gagner de la collaboration, de la transparence et du partage d'informations et de plans lors des interventions qu'il mène dans les pays avec les autres OSR, le reste du système des Nations Unies, les autres institutions financières internationales et les organisations d'aide humanitaire.</p> <p>Parmi les exemples des grands effets de synergie offerts par ce type de coopération figurent les nombreuses activités de conception (et de supervision) conjointes, durant lesquelles le FIDA a régulièrement fait appel à des spécialistes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre de l'action menée au niveau des pays. Le FIDA a ainsi élargi son réseau de contacts et son vaste rayon d'action en matière d'information et de recherche, ce qui lui permet en toute logique d'assurer une coordination efficace avec les activités de la FAO et du Programme alimentaire mondial sur le terrain. Dans certains cas, cette coopération permet aussi de parvenir à une mobilisation conjointe des ressources (un exemple récent étant offert par le Projet communautaire d'appui renforcé au secteur agricole [CASP+] au Tadjikistan, financé par le Fonds vert pour le climat à hauteur de 39 millions d'USD).</p> <p>Le FIDA prend note de l'observation sur l'importance d'une bonne communication et d'un dialogue étroit entre les membres du personnel des organisations concernées dans les pays, et réaffirme qu'il s'agit bien d'une priorité pour tous les OSR.</p>

Observations de la Norvège	Réponse de la direction
<p>La Norvège estime que la présentation des mesures prises dans le cadre des liens entre action humanitaire, développement et paix jouera un rôle déterminant dans son adhésion à l'évaluation relative aux OSR. Nous aimerions connaître des exemples de la façon dont vous souhaitez aller de l'avant, et en savoir plus sur les enseignements tirés de l'expérience dans le prochain rapport.</p> <p>Nous assistons à une crise <i>prolongée</i>, entraînée par les conflits et les changements climatiques. Il faut trouver d'autres réponses que celles qui sont actuellement apportées. Nous attendons des OSR qu'ils soient innovants. Nous attendons de vous que vous supprimiez les obstacles à la collaboration et à l'unité d'action, tant à l'échelle mondiale que nationale.</p>	<p>Le FIDA est constamment à la recherche de possibilités de tirer parti des partenariats noués avec les autres OSR et de les renforcer, le but étant d'accroître l'efficacité de la contribution des OSR à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, en particulier, à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2.</p> <p>L'approche dite du triple lien (action humanitaire, développement et paix) est un trait essentiel de la collaboration entre les OSR. Ce trait ressort clairement du travail conjoint entrepris au titre du programme pour le Sahel (Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques [SD3C]), dans lequel chaque organisme intervient en faveur d'une composante du triple lien pour laquelle il possède un avantage comparatif. De ce fait, il s'agit d'un bon exemple de collaboration entre OSR, qui sera minutieusement analysé en tant que modèle pouvant être reproduit dans d'autres contextes. L'objectif global du programme est de renforcer les capacités institutionnelles dont dispose le Groupe de cinq pays du Sahel pour instaurer une concertation sur les politiques et un dialogue social en faveur de la paix et de la sécurité qui ne laissent personne de côté et auxquels les organisations paysannes participent activement. Le programme répond aux besoins à court terme engendrés par la crise dans la région, tout en renforçant la résilience des populations rurales qui s'y trouvent. Pour finir, il est axé sur la consolidation de la paix, laquelle contribue à la réalisation de son objectif final.</p>